

En 2017-2018, grâce au mécanisme de financement pour la stabilisation piloté par le Programme des Nations Unies pour le développement, le PSOP du Canada a soutenu des projets à petite échelle dans les régions de l'Iraq libérées de l'emprise de Daesh. Les projets ont contribué à résoudre les litiges immobiliers entre les rapatriés iraqiens avant qu'ils ne dégénèrent en conflits. Les projets ont visé à rétablir les systèmes d'enregistrement de l'identité et de la propriété et à faciliter le travail complexe de la réconciliation et de la médiation des différends, en mettant l'accent sur le renforcement du pouvoir des femmes touchées.

En 2017-2018, le PSOP a également soutenu dans les régions libérées de l'Iraq un projet visant à augmenter la participation des femmes aux processus de prise de décisions liées à la réconciliation nationale. Le projet a cherché à renforcer les capacités des femmes activistes à repérer et à transformer la dynamique des conflits et à solliciter les femmes concernant les priorités à prendre en compte pour optimiser la réconciliation. Il a également tenté d'établir des alliances intercommunautaires visant à convaincre les principaux décideurs de l'importance de renforcer le rôle des femmes dans les processus de réconciliation. À ce jour, 42 dirigeantes ont reçu une formation et fait l'objet d'un renforcement des capacités. De ce nombre, 4 étaient candidates et 13 étaient organisatrices aux élections parlementaires de mai 2018.

Les programmes canadiens offerts par l'intermédiaire du PSOP en 2017-2018 ont également soutenu l'engagement des femmes en qualité d'agentes de la paix. Au Mali par exemple, en collaboration avec des réseaux locaux existants et en parallèle avec des initiatives locales en cours, le PSOP a contribué à aider les jeunes et les femmes, ainsi que d'autres intervenants importants de la collectivité, à devenir des ambassadrices actives de la paix. Elles ont également été habilitées à bâtir des ponts en faveur d'un dialogue constructif entre les autorités, les institutions et les citoyens concernant la paix durable au Mali. En outre, le PSOP a aidé 240 femmes et animatrices jeunesse à favoriser un changement pacifique dans les régions du Mali touchées par le conflit, mobilisant 3 600 femmes locales dans des campagnes de paix. Les efforts du PSOP ont aussi permis d'obtenir le soutien des dirigeants locaux et nationaux pour les initiatives de développement communautaire locales qui renforcent le développement et les droits des femmes et des filles.

En 2017-2018, l'Arrangement sur la police civile a poursuivi ses efforts d'appui à la mise en œuvre de la Résolution 1325 des Nations Unies « Femmes, Paix et Sécurité » au moyen d'une approche qui encourage la police à adopter des démarches féministes, sexospécifiques et sensibles aux conflits. Par exemple, les officiers de police déployés ont aidé la police nationale haïtienne à améliorer sa capacité de faire enquête et de prévenir les crimes comportant de la violence sexuelle et basée sur le genre. Grâce aux déploiements auprès de la mission de police bilatérale et de la mission de conseil de l'Union européenne sur la réforme du secteur de la sécurité civile en Ukraine, le Canada a fourni des conseils



Pays : Soudan du Sud © AMC

stratégiques et de l'entraînement pour mettre en place des services de sécurité efficaces, durables et redevables qui contribueront à renforcer l'état de droit.

En Haïti, le Canada a poursuivi le financement du projet de l'Organisation internationale pour les migrations qui vient en aide aux femmes et aux enfants vulnérables des régions limitrophes à la République dominicaine. À ce jour, 2 073 personnes se trouvant dans ces régions limitrophes ont reçu de l'aide et possèdent désormais des documents d'identité, comme un certificat de naissance. En outre, 79 réunifications familiales ont eu lieu, 702 personnes ont bénéficié d'activités génératrices de revenu et 203 enfants sont retournés à l'école en septembre 2017. Enfin, 314 agents de protection (gouvernementaux et non gouvernementaux) ont reçu une formation sur les droits fondamentaux de la personne, la protection des enfants, la prévention de la violence basée sur le genre et la planification familiale.

Avec le soutien du Canada, HALO Trust, un organisme de bienfaisance, procède au déminage et à l'élimination d'autres restes explosifs de guerre dans les districts de Jaffna et de Kilinochchi au Sri Lanka. Le déminage est un aspect important de la mise en place de conditions de paix et la réconciliation après la fin d'un conflit. Une fois le déminage terminé, les particuliers et les collectivités peuvent reconstruire leur vie et reprendre leurs moyens de subsistance. En 2017-2018, l'appui accordé par le Canada à HALO Trust a eu pour résultat :

- le déminage réussi de 144 325 mètres carrés de terrain miné, qui seront utilisés à des fins résidentielles, agricoles et autres;
- la destruction en toute sécurité de 1 058 mines antipersonnel et autres restes explosifs de guerre;
- l'emploi de 115 résidents locaux, dont 48 (42 %) sont des femmes.

Parmi le personnel féminin de HALO Trust, 62 % sont les principaux soutiens de leur famille.